

9 mars : 500 000 contre le gouvernement Hollande/Valls

Category: Actualité politique, Travail, emploi, chômage

écrit par jmfouquer | 10 mars 2016

Retrouver de la joie à manifester, des éclats de rire dans la rue avec plein de jeunes et de salarié-es de tous âges, il y avait longtemps que nous n'avions pas vécu cela ! C'est l'ambiance dominante des comptes-rendus de la journée du 9 mars venant de nos correspondants régionaux : une première grande mobilisation réussie ! A Paris, dans le métro qui amenait les manifestants rassemblés devant le siège du MEDEF jusqu'à la place de la République pour rejoindre les cortèges étudiants et lycéens, on chantait l'Internationale et la Jeune Garde à tue-tête, émus de retrouver des codes culturels que l'on croyait enterrés ces dernières années.

En 2013, c'était le peuple réactionnaire de droite qui manifestait très massivement contre Taubira et le gouvernement. Le peuple de gauche est resté pétrifié très longtemps, avec les coups reçus venant de « son » propre camp. Une séquence nouvelle semble ouverte. Elle est multiforme, mélangée, encore mal assurée, mais elle est à la fois sociale ET politique, ce qui n'est pas toujours le cas immédiatement dans les luttes sociales. Elle peut donc faire boule de neige et faire vaciller un pouvoir politique en le mettant en échec et qu'il retire sa loi.

Ambiance CPE ou 2010

Entre 30% ou la moitié des cortèges, selon les villes, étaient constitués de jeunes étudiants ou lycéens. L'unité syndicale des salarié-es a donc mobilisé très fortement. Il y a encore du chemin à parcourir. 500 000 dans la rue, ce n'est pas encore le plein du potentiel, si on compare ce chiffre avec les plus de 1,2 millions de signataires de la pétition LoiTravailNonMerci. Mais en 2006, avec le CPE, les choses ont démarré bien en-dessous de ces chiffres dans la jeunesse. Robi

Morder, président du Groupe d'études et de recherches sur les mouvements étudiants (GERME : www.germe-informe.fr) décrivait en 2006 une mobilisation qui se propageait « en tache d'huile ». Cette fois, les premières taches sont bien plus larges et les jonctions inter-facs et inter-lycées pourraient se propager bien plus vite.

A Paris, la préparation a duré à peine deux jours et déjà plusieurs lycées ont été bloqués, et des facs très mobilisées. Visiblement, les jeunes ont lu et compris les articles et les tracts sur le contenu de la loi, contrairement à une propagande étatique qui tente de les prendre pour des nuls, ou voudrait leur faire croire que la meilleure manière d'accéder à un CDI contre la précarité, c'est de précariser tous les CDI en facilitant les licenciements.

Côté « adultes », les manifestations rappellent en ampleur celles du printemps 2010 contre un projet de loi Sarkozy sur les retraites, donc avant l'explosion de l'automne : « Pas vu cela depuis 2010 » nous dit notre correspondant de l'Allier (mais faible mobilisation lycéenne). Même comparaison à Nice, à Aubenas (Ardèche). A Paris cependant, nous sommes encore loin des énormes cortèges de 2006 et de 2010. Au Havre, on a retrouvé la bonne tradition de 2010 avec le « blocage de la ville » par la CGT pendant trois heures. En Bretagne, notre correspondant note grande « diversité des secteurs présents » avec « des débrayages importants dans des boîtes de la métallurgie dont certaines connaissent les dérégulations et les heures supplémentaires (chantiers navals). Une boîte de la navale a débrayé à 95% ». Au Puy en Velay (Haute Loire) aussi : « beaucoup de boîtes du privé ». A Paris, cortèges dynamiques d'Air France, de Carrefour Market, et des délégations PSA Poissy, Renault Flins.

Côté syndical, quelques secteurs de la CFDT, voire de la CGC et CFTC étaient présents en plus des organisations CGT, FO, FSU, Solidaires. Par exemple en Haute Loire, les métaux CFDT Ile de France, des UL CFDT à Lille, ailleurs des sections CFDT de la chimie, du textile, du verre, de la céramique. Comme le dit un syndicaliste : « Aucun syndicaliste ne peut accepter

l'inversion des normes », car il en connaît trop les effets régressifs.

La CGT retrouve ses capacités de mobilisations dans les mouvements unitaires, après plusieurs échecs ces dernières années lorsqu'elle agit en solitaire. Elle a aussi besoin, à la veille de son congrès, de montrer qu'elle est partout à l'initiative ou en appui. Elle salue (dans une conférence de presse tenue le 9 mars) l'évolution de la direction CFDT, passée selon elle d'une critique limitée de la loi à une fermeté plus grande. FO a bien mobilisé sur Paris, de même que l'Union syndicale Solidaires, le troisième cortège en importance. La FSU mobilise de manière plus modeste, mais cherche nationalement à établir des ponts pour une nouvelle intersyndicale complète le 18 mars, après les tentatives de diversion du gouvernement.

Une succession de nouvelles dates d'action

Les organisations de jeunesse appellent d'ores et déjà à une nouvelle journée le jeudi 17 mars. De quoi donner du temps pour démontrer encore plus ce qu'il y a de néfaste dans l'avant-projet de loi. La CGT avait laissé entendre qu'elle soutiendrait des initiatives d'action intermédiaires avant le grand rendez-vous interprofessionnel du 31 mars.

Le Collectif Le Code Qu'il Faut Défendre (CQFD) organise un meeting unitaire d'explication et de dénonciation le mercredi 23 mars à Montreuil. Il appelle à multiplier partout ce genre d'initiatives (premières réunions dans le Val de Marne, à Montreuil, à Grenoble...), unissant syndicalisme, associations, forces politiques.

Bien entendu, le gouvernement continue à chercher la division ou semer le trouble, mais l'ampleur des concessions envisagées est assez faible pour le moment (hausser les barèmes de dédommagement en cas de licenciements abusifs, ou taxer plus les contrats CDD, proposition adressée à la négociation UNEDIC qui a tenu sa deuxième séance le 8 mars). Hollande a cependant compris qu'il fallait enfin recevoir les syndicats de la jeunesse.

Au-delà, il y a la journée de grève très unitaire du 22 mars

dans les trois secteurs fonction publique (Etat, collectivités territoriales, Hôpitaux), et certains syndicats font directement le lien solidaire entre cette lutte contre les salaires bloqués depuis 6 ans et la journée interprofessionnelle du 31 mars pour les droits du travail. Le management fonction publique s'apparente de plus en plus au secteur privé (avec la théorie en vogue du new public management dans la technocratie d'Etat). Des idées de jonction gréviste entre les différentes dates commencent à circuler...

L'unité du monde du travail et de la jeunesse est donc en construction.

Et la gauche ?

Reste une question en effet : le gouvernement est totalement isolé, mais la vraie gauche politique est totalement émiettée, bien plus que le syndicalisme. Le gouvernement pourrait trébucher, il faut tout faire pour pousser dans ce sens, mais l'alternative de gauche piétine, voire recule.

Le Front de gauche ne montrait que trop sa dispersion dans les rues de Paris le 9 mars (et semble-t-il ailleurs aussi) : pas de rendez-vous commun, pas de tract, des porte-parole qui ne se concertent plus. Des militants ou des élus PS (Christian Paul à Paris) ont participé au défilé. Certains élus frondeurs avaient même déjà déclaré qu'ils envisageraient la motion de censure en cas de 49-3. Mais d'ici là ? Pourquoi tant d'éclatement alors que le mouvement social s'unifie ? On connaît les tentatives multiples pour chercher une solution politique pour 2017. Mais si on commençait par s'appuyer aujourd'hui sur les luttes sociales porteuses de sens politique, comme cela a commencé le 9 mars, cela accélérerait les perspectives sur des bases solides.

Jean-Claude Mamet